

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN & ARRONDISSEMENT DE BOURG-EN-BRESSE

N° d'ordre : 20260928-38DCC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 28 septembre 2026

L'An deux mille vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Chanoz-Châtenay, sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)
Bey	O. METRAL	X			Mézériat	G. DUPUIT	X		
	H. PORNON (suppléant)					N. ROBIN	X		
Biziat	G. AGATY	X			Perrex	E. BOZONNET	X		
	M. BOUCHARD (suppléant)					J.-J. VIGHETTI			
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	X			Pont-de-Veyle	E. MATHEY (suppléante)	X		
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		X	
Chaveyriat	G. RAPHY	X			Saint André d'Huiariat	L. MICHEL	X		
	F. BERTILLOT (suppléante)					D. DOUVRES	X		
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	X			Saint Cyr-sur-Menthon	V. CONNAULT (suppléante)			
	N. LE MOAL (suppléante)					K. PALLE	X		
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	X			Saint Genis-sur-Menthon	B. PELLETIER	X		
	C. TURCHET	X				F. CHAGNARD	X		
Cruzilles-les-Mépillat	D. FAYEMI	X			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	X		
	D. BOYER			X		S. DURANCEAU (suppléant)			
Grièges	A. BIGOT (suppléante)				Saint Julien-sur-Veyle	A. RENOUD-LYAT	X		
	A. GREMY	X				H. LOUREAUX (suppléant)			
Laiz	T. LAURENT		X		Vonnas	S. REVOL			
	L. CAZABON	X				H. BOURGE (suppléant)	X		
						A. GIVORD	X		
						N. DUCLOS	X		
						C. RABUEL	X		
	S. SCHAUVIN	X				E. DESMARIS		X	
	S. MARECHAL GOYON	X				C. DESMARIS	X		

Envoi de la convocation : 22/09/2026

Affichage de la convocation : 22/09/2026

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 28

- Aurélie ALEXANDRINE a donné pouvoir à Luc MICHEL

- Elodie DESMARIS a donné pouvoir à Claude RABUEL

A l'unanimité, Monsieur Gilles RAPHY est désigné Secrétaire de séance.

OBJET : PACTE SOLIDARITE JEUNESSE – Accords locaux – Sollicitation d'un fonds de concours à la commune de VONNAS pour la réalisation du terrain de football synthétique

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 portant statuts de la Communauté de communes de la VEYLE ;

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20260928-20260928-38DCC-DE
Date de réception préfecture : 16/10/2026

Considérant que par accord local en date du 20 mai 2025, la commune de VONNAS a manifesté son souhait de participer au financement du terrain de football synthétique réalisé par la Communauté de communes à la Plaine des sports à VONNAS ainsi que des futurs vestiaires, par le biais du versement d'un fonds de concours à la Communauté de communes pour un montant total de 600 000 € ;

Considérant que le terrain de football synthétique est une opération achevée pour 928 000 €, avec un reste à charge pour la Communauté de communes de 662 000 € ;

Considérant que le Code général des collectivités territoriales permet à la commune de VONNAS d'octroyer à la Communauté de communes un fonds de concours pour la prise en charge d'une partie du financement du terrain de football synthétique dans la limite de 50% du reste à charge de la Communauté de communes ;

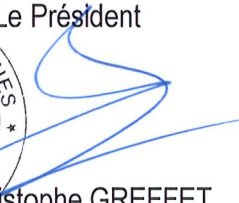
Considérant qu'il est proposé de solliciter un fonds de concours de la commune de VONNAS d'un montant de 300 000 € pour le terrain de football synthétique ;

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à la majorité avec UNE OPPOSITION (Christophe DESMARIS),

SOLLICITE le versement d'un fonds de concours d'un montant de 300 000 € par la commune de VONNAS pour la prise en charge d'une partie du financement du terrain de football synthétique à VONNAS.

Le Président



Christophe GREFFET



Le Secrétaire de séance

Gilles RAPY

Certifié exécutoire

Affiché le : 15/10/2026

Transmis en Préfecture le :

15/10/2026

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.